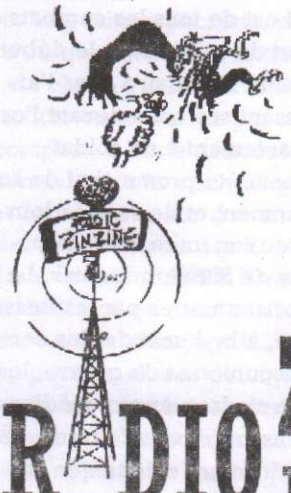
Mesdames, Messieurs,
Association CRAS
39 rue Gamelin
F-31100 TOULOUSE
France

dépôt le 27/07/22
radio zinzine info
04300 Limans

FORCALQUIER
P4
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE



RADIO ZINZINE INFO

L'IRE des chênaies

N°921 - 27 juillet 2022

Cinq mois de guerre en Ukraine

Bonjour à toutes et tous

Depuis exactement cinq mois, l'armée russe tue, mutile et torture quotidiennement des adultes et des enfants en Ukraine. En Occident, beaucoup de gens seraient fatigués et aimeraient tourner la page. L'accueil des réfugié·es n'est pas non plus toujours simple. Souvent, on entend que les sanctions ne donnent pas de résultat et il y a encore des gens pour proposer une paix négociée, pour laquelle il faudrait que l'Ukraine renonce à tous les territoires occupés, d'une surface à peu près équivalente à la région Auvergne-Rhône-Alpes en France.

Alors il nous faut nous remettre à la tâche, expliquer, rappeler les faits, mettre en contact les gens de bonne volonté.

L'approvisionnement en gaz étant m... en péril, certains gouvernements envisagent actuellement de diminuer le chauffage des bâtiments publics à 19 degrés. Peu importe comment évolue la guerre, en Ukraine cette question ne se pose pas, comme vous l'imaginez bien. Dans le nord et l'est du pays, le climat est continental et tous les hivers, il y a des périodes prolongées de gel pouvant aller en dessous de -25 degrés. Alors les dégâts dans l'infrastructure vont rendre inhabitables des centaines de milliers d'immeubles par manque de chauffage. Et ce ne sont pas que les réfugié·es qui ressentent la pression sur l'habitat. A l'ouest du pays les loyers ont flambé.

Prisonnier de guerre

Notre ami Maxime Butkevych est l'un des défenseurs des droits humains des plus actifs et connus d'Ukraine (voir notre précédente édition, NDLR). Pacifiste, antiautoritaire, antiraciste, depuis plus de 20 ans il est de tous les combats en soutien aux plus vulnérables. Tout de suite après le début de la guerre, il s'est engagé comme volontaire dans l'armée. À 45 ans, bon vivant et passant ses nuits devant l'ordinateur, il ne ressemble pas exactement à un soldat d'élite. Peu importe, il a rapidement été promu chef de son unité. Après deux mois d'entraînement et de service loin du front, il s'est retrouvé fin juin, avec son unité, dans la bataille meurtrière autour de la ville de Sievierodonetsk. Le 23 ou le 24 juin, iels ont été fait·es prisonnier·es par les Russes.

Après trois semaines de silence, à la demande des services ukrainiens en charge des prisonnier·es de guerre, les parents ont finalement décidé de s'adresser aux médias. Il faut faire face à la propagande russe qui veut faire de Maxime un fanatique d'extrême droite et exiger que ses droits soient respectés. Il y a un comité de soutien, pour le moment informel, mais très efficace. Il y a déjà eu des dizaines de publications dans des médias occidentaux, le 24 juillet par exemple dans le New York Times. Un journaliste de Libération est en route. Les amis en Suisse nous ont donné les instructions pour les démarches auprès de la Croix Rouge, c'est chose faite. Rechercher des prisonnier·es de guerre étant leur domaine quasi exclusif et leur activité centrale. Mais la procédure va sans doute prendre plusieurs semaines, si ce n'est des mois, pour au moins savoir où et dans quelles conditions Maxime est détenu. En attendant reste le –timide– espoir que le fort intérêt des médias internationaux l'aidera à en sortir indemne. Maxime a soutenu pendant des années d'autres prisonniers ukrainiens en Russie, tel que le cinéaste Oleh Sentsov et l'anarchiste Sasha Kolchenko. J'imagine qu'il a une impression de déjà vu.

Selon une information de source officielle, il y aurait actuellement plus de 7000 militaires ukrainien·es en détention chez les Russes, plus un nombre inconnu de civil·es.

Les réfugié·es

Depuis le mois de juin, le mouvement de retour s'est accentué: de l'étranger vers les régions sans combats à proximité, de l'ouest de l'Ukraine vers le centre, Kyiv et le Nord. Même à Kharkiv, il y a des gens qui sont retournés, pourtant les bombardements y sont de nouveau quotidiens. Chez nous, dans la région, on ressent qu'il y a nettement moins de personnes déplacées. Il y a de multiples raisons pour cela. En Transcarpatie, il y a des maisons vides dans les villages, mais elles ne sont pas faciles d'accès. Dans les villes, les loyers ont flambé. Dormir dans des salles de classes dans les écoles pendant des mois, ce n'est pas une solution.

A l'Est la tendance est à l'inverse. Nos amis à Dnipro et dans la région de Donetsk qui s'occupent d'évacuations racontent que les attaques aux missiles des dernières semaines de cibles civiles dans de nombreuses villes ont déclenché une nouvelle vague de départs. Depuis quelques semaines il y a aussi des nouveaux couloirs entre les territoires occupés et non-occupés qui ont été ouverts sans que l'on en parle publiquement. Cela concerne autant le Sud (Kherson, Zaporijjia), que le Nord-Est (Kharkiv).

La perspective de l'automne et de l'hiver est très inquiétante. La question se posera alors non pas en terme de quantité de logements disponibles mais en quantité de logements chauffables. Dans beaucoup de villes, les infrastructures ont été détruites. Est-ce qu'il y aura les ressources énergétiques pour chauffer tous ces immeubles?

En termes politiques il n'y a pas grand-chose de réjouissant. Le parlement vient d'adopter deux lois clairement antisociales qui diminuent davantage les droits des employé·es des entreprises, notamment celles comptant moins de 250 personnes. C'est une dérégulation quasi complète: licenciements immédiats sans explications, contrats de travail sans horaires fixes, heures supplémentaires non-réglementées. Le prétexte étant qu'il faut soutenir l'économie en temps de guerre. Une pétition demande au président de ne pas signer les lois. La faiblesse des syndicats se fait cruellement sentir.

Dans la grande politique, Zelensky et le chef de l'administration présidentielle, Andriy Yermak, resserrent les rangs en renvoyant le chef des services secrets SBU et la procureure générale. La justice et les services secrets sont deux talons d'Achille de l'Ukraine, corrompus et largement infiltrés par les Russes. Leurs remplaçants ne promettent rien de bon.

Dans la région, nous ressentons toujours très fortement la présence de la police militaire, à la recherche des hommes qui se cachent pour ne pas être mobilisés. Des raids dans des boîtes de nuit et dans des salons de jeux ont été montrés à la télé et ont suscité la critique, notamment d'officiers et de soldats au front. Du coup, le ministre de la Défense s'est exprimé publiquement contre toute mobilisation punitive qu'il estime à juste titre une aberration.

En termes d'ambiance malsaine, une déclaration de la vice-Première ministre Iryna Verechtchouk: elle vient d'annoncer que l'Etat ukrainien a l'intention de pénaliser les habitant·es des territoires occupés qui acceptent les passeports russes. Pour ceux et celles qui ont été piégé·es par l'occupation, c'est une mauvaise nouvelle et ça n'aide en rien pour améliorer la confiance en l'Etat ukrainien.

Ce que nous faisons

Pour un peu plus d'efficacité, nous avons divisé nos activités liées aux conséquences de la guerre en différents secteurs. Un groupe s'occupe d'aménager des logements temporaires pour des personnes déplacées chez nous au village, et aussi à des projets de développement socio-économique.

Parallèlement, nous continuons nos efforts pour mettre en contact les gens de bonne volonté du monde entier avec les initiatives, surtout à l'Est, qui ont besoin de soutien. Actuellement par exemple, un homme d'affaire de Vienne est en route entre Dnipro et le Donbass pour se faire une idée des besoins et rencontrer personnellement les activistes que nous lui avons recommandés. A la clé, un soutien régulier pendant une période a priori illimitée.

Ce travail de mise en réseau est passionnant car la crise humanitaire suscite beaucoup d'initiatives de part et d'autre.

Des amis en Allemagne organisent un évènement public à Greifswald dans le Mecklembourg et je pense qu'il faut continuer ainsi dans d'autres pays.

Nos besoins sur place

Nos ami·es, artistes visuel·les de Louhansk se sont installé·es dans une maison du village. Ces derniers mois, iels ont bénéficié du soutien très concret de plusieurs équipes de volontaires, ce qui était très apprécié. Il y a toujours des choses à faire... contactez-nous!

J.K.

Courriers des broussailles

Bonjour à tous,

Ci-joint mon réabonnement à l'Ire des chênaies que je ne remercierai jamais assez de me faire connaître des textes inaccessibles aux non informatisés de mon espèce. Merci Bertrand, et les autres... Lire « Réappropriation » de B. Louart fait du bien : enfin un peu de lucidité dans un océan d'aveuglement. Bon courage à toi et aux courageux de ton espèce.

Amitiés corréziennes,

Christian

Chers amis,

Je vous écris, ulcérée de l'article de l'Ire des Chênaies n°919, que je reçois ce matin. L'article en question est « des canons par centaines » extrait du site lundimatin#347 du groupe Grothendieck du 22 juin 2022. L'Ire des chênaies se distingue de bien d'autres bulletins par l'expression de sa solidarité avec ceux qui luttent et donne à lire les arguments de ceux-ci. Rien de tel dans cet article : ni solidarité avec les agressés (les Ukrainiens), aucun argument si ce n'est « les armes ce n'est pas bien ». Irez-vous expliquer le refus de solidarité au peuple ukrainien ? Pourriez-vous en compensation donner la parole aux Ukrainiens ?

A défaut et avec beaucoup de tristesse pour cette faillite de votre bulletin, je me désabonnerai.

Amitié,

Irène

Bonjour

Et merci de ces courriers, c'est toujours plaisant quand on fait un journal de voir qu'il est lu par quelques personnes au moins... Même si la deuxième lettre est quelque peu critique...

Voici quelques éléments de réponses. Avant même et depuis l'invasion russe en Ukraine, sur les ondes de Zinzine nous avons donné la parole à différent.e.s intervenant.e.s pour parler de cette situation. Depuis des dissident.e.s russes (association mémorial ou autres) jusqu'à des Ukrainien.ne.s sur place en passant par des universitaires ayant étudié différents aspects de la société ukrainienne ou russe. De plus, le mouvement Longo maï, dont est issue radio Zinzine, a une coopérative en Ukraine (en Transcarpatie), donc nous sommes particulièrement et personnellement, j'ai envie de dire, touchés par cette situation. D'ailleurs, comme dans ce numéro, nous avons publié les lettres que nos ami.e.s sur place nous envoyaient et qui décrivaient la situation qu'il.le.s subissaient. Par ailleurs, Longo maï, radio Zinzine et le Forum Civique Européen ont organisé différentes actions de solidarité depuis, l'envoi de personnes pour soutenir la coopérative sur place ou l'acheminement de matériel de différentes sortes et autres. Ce n'est pas la place et le moment de lister tout ce qui a été fait.

Nous avons aussi relayé dans ces colonnes l'initiative pacifiste de coordination de déserteurs russes, biélorusses et ukrainiens, l' Initiative de solidarité Olga Taratuta.

Donc je pense que nous sommes sensibilisé.es à la parole «des Ukrainien.ne.s» et nous continuerons de la relayer. Mais cette parole n'est pas unique. Même chez les «Ukrainien.ne.s» des opinions diverses existent, et sans doute aussi évoluent au fur et à mesure des aléas de la guerre. La position pacifiste, même minoritaire, existe. Pour preuve ce que raconte la lettre publiée dans ce numéro relatant «la chasse» aux réfractaires... C'est dans ce cadre que l'article «des canons par centaines» a été publié. On peut comprendre une dénonciation en soi de la guerre, on peut comprendre la critique que des marchands de mort se fassent leur beurre sur des situations dramatiques... Cette position, même si elle occulte quoi faire face au fascisme poutinien, est entendable. Tout comme l'est celle, relayée aussi à l'antenne ou dans ces feuilles, de la volonté d'aller combattre et de s'engager...

A titre personnel, ces deux positions me traversent. Je ne suis pas forcé, bien heureusement, d'avoir à choisir, mais je viens d'une culture politique antimilitariste, pacifiste et antifasciste et néanmoins quand j'entends que les Russes ont des difficultés, voire reculent (ce qui semble être de moins en moins le cas malheureusement), je me réjouis. Je me réjouis, sans avoir conscience de ce que concrètement signifient la guerre et ses horreurs... Et je ne suis pas dupe de l'État ukrainien, de son niveau de corruption et de la mainmise des oligarques sur des pans entiers de la société...

Je vous invite en tout cas, si vous en avez la possibilité de regarder sur le site http:radiozinzine.org toutes les inter-

fréquences FM:Forcalquier/Pertuis 100.7
Apt 92.7-Manosque 105-Digne 95.6-Sisteron 103-
Briançon 101.4-Embrun 100.9-Gap 106.3-Aix en
Provence 88.1-Marseille et alentours, sur poste DAB+
zine- site oueb: <www.radiozinzine.org>

Isaac Newton découvre la gravité en 1687.

Avant cette date, les gens prenaient tout à la rigolade.

views sur la guerre en Ukraine, les lettres venant de Transcarpatie et autres sont centralisées dans la rubrique événement du site. Et donc vous verrez que nous avons largement donné la parole «aux Ukrainien.ne.s», et donc logiquement vous ne devriez pas être proche de vous désabonner...

Amicalement

Cédric

Incendies à l'Ouest: les sites nucléaires de la Hague et de Brennilis épargnés mais une dangerosité à nouveau pointée.

A ce jour, les feux qui ont démarré lundi 18 juillet tant dans l'extrémité du Cotentin en Normandie que dans le centre Bretagne dans les Monts d'Arrée sont déclarés éteints mais quand ils ont fait rage, leur violence aurait pu faire craindre le pire pour les sites de la Hague et de Brennilis et leurs conséquences éventuelles sur les populations.

EDF et Orano (ex-AREVA, NDLR) se sont voulues comme à leur habitude rassurantes dans leur communication. La maire de La Hague, Manuela Mahier a tenu à préciser dans la Presse de la Manche que le site d'Orano n'est absolument pas touché (c'est-à-dire l'usine d'extraction du plutonium). Heureusement, sinon le pire aurait été à craindre pour l'Ouest de la France voire l'Europe. La dangerosité du site est hélas connue car si «aucune évacuation n'a été demandée, certaines personnes ont spontanément quitté leur domicile pour se mettre en sécurité ailleurs» reconnaît-elle. Et ce n'est pas le projet de méga-piscine nucléaire[1] qui apaisera leurs craintes.

EDF a déclaré au Télégramme[2] qu'il n'y avait «aucune matière fissile mais des tonnes de béton et d'acier» à Brennilis. Si le combustible (matière fissile) a été retiré peu après l'arrêt de la centrale en 1985, des matières hautement radioactives sont toujours présentes dans l'enceinte réacteur avec la cuve ainsi que des fûts de déchets et des contaminations radioactives dans les sols. Il n'est pas à exclure que les pompiers qui sont intervenus lors de l'incendie en 2015[3] à la fin du chantier de découpe des échangeurs de chaleur, aient pu être contaminés par ingestion de particules radioactives.

En avril 2020, les incendies dans la zone interdite de Tchernobyl[4] ont relargué des quantités importantes de substances radioactives exposant les populations environnantes.

Le dérèglement climatique est là avec des épisodes de canicule et de sécheresse de plus en plus fréquents [illegible] le refroidissement des réacteurs nucléaires . EDF est contraint d'extorquer des dérogations de rejets d'eau chaude à l'ASN (Autorité de Sureté Nucléaire, NDLR) afin de ne pas arrêter cet été ses derniers réacteurs en fonctionnement (la moitié des 56 réacteurs sont à l'arrêt du fait de leur mauvais état).

Combien de coups de semonce faudra-t-il pour bannir le nucléaire? Le nucléaire est une technologie inacceptable qui fait peser des menaces permanentes sur la population, son environnement et sa santé. Le Collectif antinucléaire Ouest appelle chaque citoyen conscient des risques à exiger l'arrêt et la mise en sécurité de toutes les installations nucléaires civiles et militaires.

Collectif Antinucléaire Ouest

1. https://www.can-ouest.org/la-france-nucleaire-projet-de-megapiscine-pour-un-haguapocalypse-now/
2. https://www.letelegramme.fr/dossiers/les-monts-darree-touches-par-un-violent-incendie/feu-dans-les-monts-d-arree-80-salaries-evacues-de-la-centrale-de-brennilis-19-07-2022-13117675.php
3. http://www.sortirdunucleairecornouaille.org/spip.php?article224
4. http://balises.criirad.org/actuTchernobyl2020.html

Radio Zinzine Info
F - 04300 Limans
Tél.: 09 74 53 46 19
e-mail: info@radiozinzine.org
site: www.radiozinzine.org
Publication hebdomadaire
Com. Paritaire N°0224G87780
ISSN: 1248-2951
Directeur de Publication:
Jean Duflot
Edité et imprimé par l'
Association Radio Zinzine
Déclaration au Parquet: 9 mai 1994
Abonnement:
22 € pour 6 mois
42 € pour 1 an
abonnement de soutien 50€
Chèque à l'ordre de Radio Zinzine

Coup dur pour EDF au Mexique! La communauté autochtone de Unión Hidalgo et ProDESC obtiennent l'annulation définitive d'un méga-projet éolien

- Le ministère de l'Énergie en Mexique a décidé d'annuler la consultation indigène avec la communauté d'Unión Hidalgo après que la Commission Fédérale d'Électricité (CFE) a annulé les contrats de fourniture d'énergie à Eólica Oaxaca, une filiale de l'entreprise française Électricité de France (EDF).
- Cette décision intervient après que ProDESC et la communauté d'Unión Hidalgo aient demandé à la CFE, en avril, d'annuler les contrats de fourniture d'électricité pour ce parc éolien, l'un des plus grands d'Amérique latine.
- Cette annulation constitue une pierre angulaire pour la défense de la terre, du territoire et des ressources naturelles des communautés agraires et autochtones au Mexique et en Amérique latine.

Après cinq ans de défense de leur droit à la terre et au territoire, la communauté autochtone zapotèque d'Unión Hidalgo, accompagnée par le Projet des droits économiques, sociaux et culturels (ProDESC), a annoncé que la Commission fédérale de l'électricité (CFE) a définitivement annulé le contrat de fourniture d'électricité signé avec le géant français de l'énergie ***Électricité de France (EDF)*, ce qui signifie que le méga-projet éolien Gunaa Sicarú est définitivement annulé.**

La décision a été annoncée la semaine dernière par le tribunal du premier district de Oaxaca, où ProDESC est en procès depuis des années concernant la construction de ce parc éolien. À cet égard, le Ministère de l'Énergie mexicain (SENER) a informé de la décision de la CFE d'annuler les contrats de fourniture signés avec EDF, ainsi que le contrat d'interconnexion correspondant.

Ces annulations démontrent, selon SENER, que la [illegible]

le é ienne de Gunaa Sicarú est techniquement irréalisable, "puisqu'elle [la centrale éolienne de Gunaa Sicarú] était directement liée au projet annulé".

Après cela, SENER a signalé que la procédure de consultation menée à Unión Hidalgo "est restée sans objet", puisque le projet n'existe pas et qu'il n'y a pas d'objet de la consultation". En conséquence, SENER a demandé au tribunal de district de rendre une décision sur les procédures d'amparo (sorte de recours suspensifs spécifiques au droit mexicain, NDLR) relatifs à la consultation.

C'est ainsi que le processus de défense promu par ProDESC et la communauté de Unión Hidalgo fait de l'annulation de Gunaa Sicarú une pierre angulaire dans la défense du droit à la terre, au territoire et aux ressources naturelles des communautés indigènes et pour la responsabilisation des entreprises au Mexique et en Amérique latine.

Gunaa Sicarú était un parc éolien qui cherchait à s'installer illégalement sur des terres communales pour construire 115 éoliennes d'une capacité totale de 300 MW, l'une des plus grandes d'Amérique latine.

Ce projet de production d'électricité comprenait également la construction d'une sous-station, d'une ligne de transmission de 230 kV et de routes internes sur un site de 79 hectares appartenant à Unión Hidalgo, une petite municipalité de l'État mexicain d'Oaxaca.

C'est en 2017 que l'entreprise publique française EDF a voulu se lancer dans ce méga-projet pour vendre de l'énergie à la Commission fédérale d'électricité (CFE). Depuis lors, ProDESC et la communauté autochtone de Unión Hidalgo ont entamé un processus de défense de la terre et du territoire en raison de graves violations des droits de la communauté et de manquements dans l'identification des risques et la mise en œuvre de mesures de protection dans le développement du méga-projet.

Au cours de ce processus, il a été constaté qu'EDF a signé des contrats et des accords, développé des processus d'information et de communication parallèles et contribué à la rupture du tissu social à Unión Hidalgo, affectant le caractère préalable, libre et informé de la consultation menée par les autorités mexicaines concernant le projet.

En octobre 2020, la communauté, le ProDESC et le ECCHR ont entamé un litige transnational devant les tribunaux civils de Paris, en France, au cours duquel d'importantes victoires ont été obtenues, comme l'admission de la compétence et de la juridiction, et la confirmation que la responsabilité incombe à la compagnie mère. Toutes ces victoires font de ce processus de litige le premier de ce type entrepris par une communauté autochtone dans les Amériques.

Radio Zinzine, quoi de neuf sur nos ondes... A vos postes!